

Sécu : le MEDEF exige...

Le 5 janvier, Gattaz (MEDEF) affirmait : « *la protection sociale c'est environ 650 milliards d'€ de dépense par an. Il y a 2 postes qui pèsent sur le travail de manière absurde : la famille et la maladie. La famille c'est 36 milliard d'€ qu'il faut transférer* » (Le Monde).

Le Président du patronat se permet de dire que le financement des branches maladie et famille de la Sécu, est absurde ! Pour ces gens-là, il serait « absurde » que les salariés aient une Caisse de Sécu pour se soigner, pour pouvoir élever leurs enfants...

... et Hollande s'exécute

Le 14 janvier Hollande a répondu au « patron des patrons » : « *Je fixe un nouvel objectif, c'est que d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familles. Cela représente 30 milliards de charges* ».

Concrètement, la suppression des cotisations familiales ferait progressivement suite au Crédit Impôt Compétitivité Emploi (20

milliards d'€). Ce serait un bonus de 10 milliards de plus pour les patrons.

Ce qu'a annoncé Hollande est du vol pur et simple. La Sécurité Sociale (avec ses 4 branches) appartient aux salariés. Depuis sa création en 1945, elle est financée sur les salaires. C'est une partie du salaire que les employeurs ont obligation de verser aux caisses de Sécurité Sociale.

Leur objectif ? Démanteler la Sécu !

Avec cet élément du salaire (part dite salariale comme part dite patronale), mise dans le pot commun de la Sécu, les salariés, leurs familles peuvent faire face à la maladie, à la vie familiale, à la retraite, sans être plongés dans la misère.

L'objectif à peine voilé de l'annonce de Hollande, c'est la casse du système actuel, solidaire par nature et basé sur des cotisations salariales. On commence par la

branche « famille » de la Sécu, mais qui peut douter que les autres suivront ?

Ce qu'ils préparent, c'est une assistance minimum, payée par les impôts (essentiellement des salariés), et complétée, pour ceux qui le peuvent, par des assurances privées. Un système tel qu'il existe aux USA ou en Grande-Bretagne, et que réclame le patronat depuis des années.

Fonction Publique : austérité renforcée

Les annonces de Hollande ne s'arrêtent pas là. Encore faut-il trouver le mode de financement des cadeaux faits aux patrons.

La pression fiscale pesant sur les salariés ayant explosé, le choix a donc été fait de recourir à un nouveau plan d'économies des dépenses publiques.

L'objectif de 50 milliards est annoncé – l'équivalent du budget de l'Éducation. En

tenant compte des mesures déjà annoncées, le montant global de réduction de la dépense publique serait de 75 milliards sur le quinquennat, ce qui n'a jamais été réalisé.

C'est donc une offensive comme on n'en a jamais vue qui est à l'ordre du jour pour les fonctionnaires et la Fonction Publique.

Il serait question de « *redéfinir le périmètre de l'État* » en clair de poursuivre la politique

de démantèlement/privatisation des services publics, notamment dans la Fonction Publique Territoriale.

Mais tout ceci ne peut suffire pour satisfaire les revendications patronales. Pour y arriver, il est indispensable de s'en prendre aux budgets alloués à la protection sociale,

supérieurs à ceux de l'État.

En évoquant, lors de ses vœux les « excès » et les « abus » de la Sécu, Hollande a clairement désigné sa cible principale. « C'est là que réside le plus grand réservoir d'économies potentielles » selon Ayrault.

Tout le monde est prévenu !

Plus que jamais : Résister !

Depuis le 1^{er} janvier, Hollande a donc annoncé son fameux « pacte de responsabilité », centré sur « la baisse des charges et la simplification des normes ». Le train de mesure annoncé est d'une brutalité extrême.

Mais le gouvernement Hollande-Ayrault est profondément affaibli. Pour mettre en œuvre une telle politique, il a plus que jamais besoin de la collaboration des sommets syndicaux – d'où ses appels répétés au « dialogue social ». Il s'agit d'associer les syndicats à la mise en place la politique décidée par Hollande et Gattaz.

Aucun syndicaliste, aucun militant ne peut accepter les « principes » du « pacte ». Mais, jusqu'ici, les principales directions syndicales

ont fait preuve d'une « modération » extrême. Ainsi une déclaration CGT-CFDT-FSU-UNSA du 14.1 se prononce-t-elle pour une « conditionnalité des aides et exonérations fiscales (...) à la mise en œuvre d'objectifs d'investissement économique et d'investissements sociaux ». Les exonérations de cotisations sociales seraient donc négociables...

Plus généralement ; ces organisations se préparent toutes à participer aux diverses « concertations » visant à mettre en place la politique de Hollande et Gattaz : Assises de la fiscalité, Conférence sociale, etc...

A l'opposé, le NPA défend les axes de revendications suivants :

Non au « pacte de responsabilité » !

Ne touchez pas aux cotisations sociales ! Défense de la Sécu !

Non à l'austérité dans la Fonction Publique ! Pas un € en moins !

De telles revendications impliquent nécessairement de refuser toute association à la mise en œuvre de la politique de Hollande-Gattaz, leur soit-disant « dialogue

social ». Elles seules sont de nature à ouvrir la voie à l'indispensable mobilisation contre ce gouvernement anti-social qui est à l'ordre du jour.

État espagnol : défense du droit à l'avortement !

Le gouvernement espagnol a annoncé le vote d'une loi interdisant aux femmes le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), sauf en cas de viol ou de mise en danger de la vie de la femme. Ce serait un recul de plusieurs dizaines d'années. Dans un contexte de remontée de l'obscurantisme – comme on a pu le voir avec l'épisode de « la manif pour tous » - un tel recul ne manquerait pas d'avoir des répercussions au-delà de l'Espagne.

Face à une telle provocation, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre, ce dont on ne peut que se féliciter.

En France, une manifestation est déjà prévue pour le 1er février en soutien au droit à l'avortement, qui se rendra devant l'ambassade d'Espagne. Le NPA appelle évidemment tous ceux qui le peuvent à participer à cette initiative.

Nouveau Parti Anticapitaliste - Comité de Créteil

✉ : npa-creteil@live.fr - ☎ : 06 28 42 61 28 – blog : npacreteil.wordpress.com